

CNAPE

FORUM

73

AVRIL 2016

La revue de la CNAPE, la fédération des associations de protection de l'enfant

Phénomènes de radicalisation :

ENSEMBLE, ON FAIT QUOI ?



Loi du 14 mars 2016 : « Il y a un enjeu à sortir la protection de l'enfance de l'angle mort des politiques publiques »

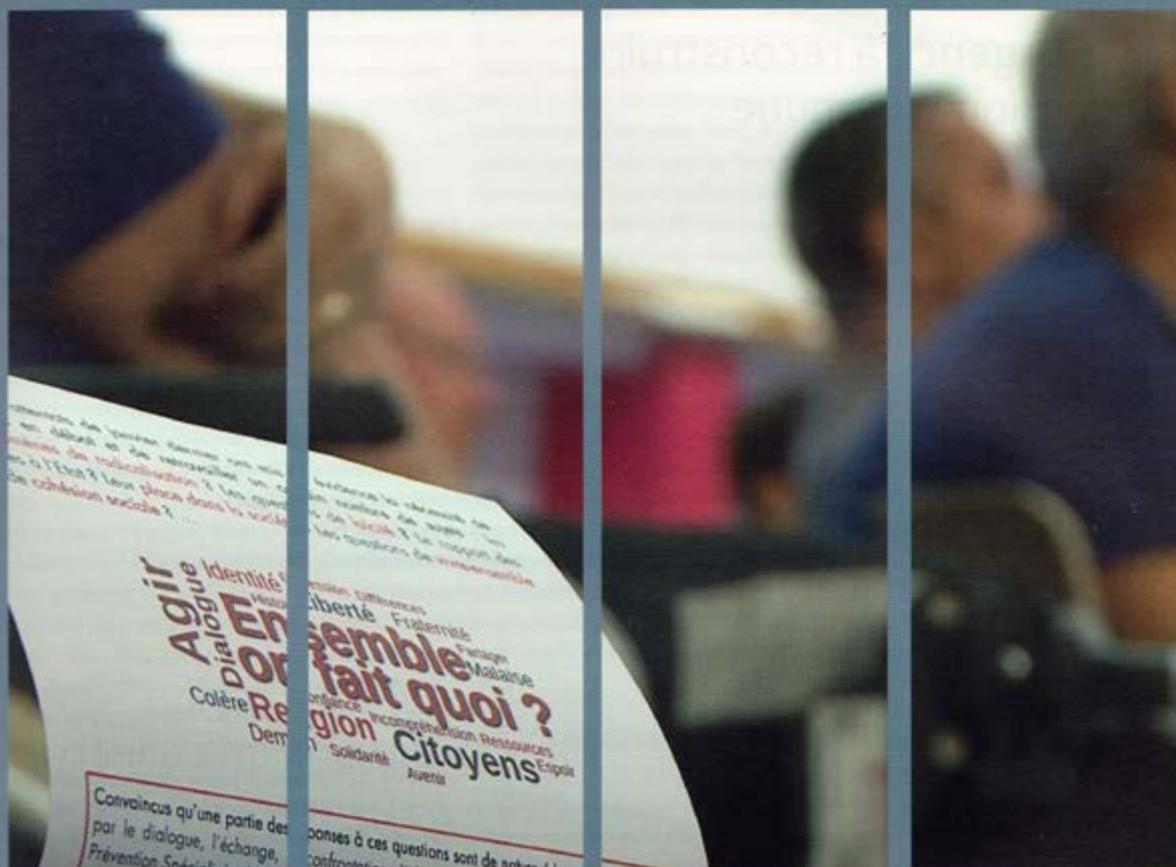
Entretien avec Laurence Rossignol, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes

CNAPE

www.cnape.fr

DÉTRESSE DES JEUNES ET PHÉNOMÈNES DE RADICALISATION : ENSEMBLE, ON FAIT QUOI ?

Par Céline Martineau, Responsable communication de l'association Laisse Ton Empreinte et Florence Bobot, Directrice générale de l'Association de Prévention Spécialisée du Nord (APSN)



CONSTRUIRE ENSEMBLE DES RÉPONSES COLLECTIVES POUR DEMAIN

La vague d'attentats de 2015 a mis en évidence le malaise identitaire de nombreux jeunes et la nécessité de re-questionner certains sujets sensibles en lien avec nos pratiques d'intervention sociale et éducative : les processus de radicalisation, la laïcité et la prise en compte des faits religieux, mais aussi le rapport compliqué des jeunes à l'Etat, l'expression d'un malaise profond, la place des jeunes dans notre société et plus globalement notre projet pour faire société tous ensemble.

Face à ces enjeux, nous devons changer de braquet, déconstruire les idées toutes faites et nous rassembler sur l'essentiel. Convaincus qu'une partie des réponses à ces questions est de nature éducative, le réseau de la Prévention Spécialisée du Nord (APSN) et l'association Laisse Ton Empreinte, adhérents de la CNAPE, ont lancé un appel large à leurs partenaires pour construire ensemble des réponses collectives pour demain. Rejoints par de nombreux acteurs et riches de cette mobilisation qui monte en puissance, « Ensemble on fait quoi ? » développe aujourd'hui des ressources, qui seront à terme transférables à l'échelle nationale, autour de plusieurs axes : répondre au malaise identitaire des jeunes, questionner les pratiques et donner des repères.

■ RÉPONDRE AU MALAISE DES JEUNES

Il y a urgence à reconstruire une vision commune

« De parler avec vous comme ça, librement, ça me permet de remettre en ordre ma vie », raconte Jérémy, 24 ans, en Mission Locale. « Je ne mélange pas tout comme je le faisais avant, je vois mieux aussi comment tout ça s'imbrique, comment c'est lié. Ça allège, et puis ça rend physique, vrai, surmontable mon vécu. Ça me redonne confiance. Je suis très content de tout ça, moi ! Vraiment merci. »

Les besoins des jeunes sont criants : besoin de parler, de se dire, de comprendre qui ils sont, de trouver des espaces où déposer les questions existentielles fortes qui leur traversent l'esprit...

Les attentats de janvier 2015 précipitent les choses. Ils nous mettent face au malaise identitaire aigu d'un certain nombre de jeunes, à leur rapport conflictuel avec l'État. Mais aussi face à l'épuisement des professionnels qui continuent d'aller seuls au front, avec des questions et enjeux pourtant profonds et périlleux.

Les jeunes face à la solitude

Fin 2015, des résidences regroupant une cinquantaine de jeunes nordistes (15-25 ans) confirment ces faits. Ils disent se sentir seuls face à ce qui les travaille, seuls face à un vide, à une absence de réponses. Certains se tournent vers la religion pour canaliser leurs peurs, conjurer leur mal-être. D'autres se tournent vers le groupe où ils vont, malheureusement, le plus souvent, trouver des réponses

simplistes, manichéennes, liées à l'effet de groupe et à son poids. D'autres encore se tournent vers des réponses toutes faites qui entraînent au rejet de l'autre, à l'enfermement.

Les jeunes face aux lacunes des adultes

Certes, ce rôle d'adulte, nous le tenons encore comme nous le pouvons individuellement. Mais c'est dans la dimension collective qu'il y a faillite. Comme si du fait de nos clivages permanents, nous étions amputés d'une partie de nous-mêmes puisque nous ne sommes plus capables de nous rassembler sur l'essentiel. Ce n'est sans doute pas un hasard si tant de professionnels sont en souffrance, doutent et perdent confiance. Les jeunes le ressentent d'ailleurs bien.

« Il y a faillite dans la dimension collective. »

Il y a donc urgence à reconstruire une vision commune, partagée, qui aborde les questions sensibles avec un propos construit, cohérent, accessible, qui donne confiance, et sur lequel chacun peut s'appuyer pour aller à la rencontre des jeunes.

Telle est notre ambition aujourd'hui : inventer ensemble des réponses collectives nouvelles, adaptées, qui



Animés par une volonté de changement, l'association Laisse Ton Empreinte réalise des enquêtes de terrain sur des sujets de société sensibles (éducation, santé, parentalité, jeunesse...) dans le but d'en tirer des outils pédagogiques innovants, qui permettent aux professionnels, aux publics et aux institutionnels d'avancer ensemble. Et ça marche !
www.laissetonempreinte.fr

permettent de répondre d'une même voix aux besoins exprimés par les jeunes, aux questions existentielles qu'ils se posent. Et ainsi les aider (et par là-même nous aider, nous, adultes) à déconstruire des processus complexes qui produisent de l'enfermement et du désespoir.

Que nous disent les jeunes ?

Ces quinze dernières années, nous avons rencontré près de 300 jeunes qui, à travers leur témoignage, décrivent un vide intérieur...

Se sentir Français ou non ?

Ils ressentent un profond malaise identitaire, parfois dès le plus jeune âge. Sentiment d'être mal considérés, relégués, de ne pas disposer des bons réseaux. « C'est comme si on était en guerre » ; « comme si on était parqués dans un enclos ». Des conflits de loyauté dans leur tête, par rapport aux origines, à la famille, au groupe, au quartier, qui participent de la difficulté à trouver sa place : partir, réussir, ce serait un peu trahir, rompre une forme de fidélité... « Quand je suis dans le quartier, je ne me sens pas Français, explique Karim, 16 ans, en centre social. Les policiers, ils passent, nous regardent, parfois nous insultent. Par contre quand je vais à l'école, dans les musées, les mairies, quand je travaille, là mais seulement à ce moment-là, je me sens Français. »

Auprès de qui trouver des réponses ?

Ils sont dans une grande solitude. Travaillés très tôt par des questions existentielles profondes, sur le rapport à l'autre, la violence, le changement intérieur, l'identité, la place dans la société, la responsabilité... ils ne trouvent pas de réponse par manque d'interlocuteurs... « Le fait de parler et de tout mettre sur papier m'aide à réaliser, à fermer le livre de cette histoire douloureuse, confie Mélissa, 21 ans, actuellement dans une Ecole de la 2nde chance. Oui, en parler aide à tourner la page. Je me sens mieux car quand les choses sont dites sur du papier, on y pense moins après. Durant l'entretien, je me suis sentie écoutée, conseillée, ça m'a libérée. J'avais cette histoire en travers de la gorge. J'étais bloquée sur un plan personnel. C'était important pour moi d'en parler. Après j'ai pu avancer. »

L'engrenage du groupe

Devant l'absence de réponses, ils sont tentés d'aller **chercher le groupe** pour se rassurer et trouver des réponses, même si celles-ci peuvent se réduire à la victimisation et conduire au rejet de l'autre. Julien, 18 ans, en club de prévention, témoigne : « Le groupe t'enferme, avec des idées toutes faites sur l'argent, les filles et tout ce qui va avec. On gamberge, on se fait des films et on tombe parfois dans la parano, on finit par se méfier de tout le monde. On se sent stigmatisés, étiquetés mais souvent, nous-mêmes, on stigmatise et on étiquette les autres, il faut bien le reconnaître. »

Où est l'adulte, dans tout ça ?

Au fil des témoignages se dessine ainsi en creux une société où **les adultes peinent à faire corps**. Comme si nous n'avions plus la capacité de proposer aux jeunes des espaces qui leur permettent de se confronter, se questionner, élaborer une pensée sur les sujets importants qui les travaillent. Des espaces qui leur permettent de s'élever, s'émanciper, devenir autonomes.

Des espaces de parole pour se confronter et se questionner

Comment accompagner nos jeunes en souffrance sans tomber dans la victimisation mais en visant, au contraire, la responsabilisation qui aide à grandir ? Tel est l'axe éducatif majeur de ces espaces : l'autonomisation des jeunes.

Des espaces de parole collectifs pour donner à comprendre

La fiction pour déconstruire les prisons intérieures

Pour travailler en groupe avec les jeunes, les professionnels peuvent s'appuyer sur une **fiction** « On est tous des **sangs mêlés** »⁽¹⁾. Elle met aux prises le Pr Zoulouck (personnage fictif) avec un jeune qui caillasse un camion de pompier. Ensemble, de façon percutante et décalée, ils décryptent les raisons sous-jacentes de ce geste. Il s'agit de prendre appui sur cette fiction pour amener les jeunes à réfléchir sur eux, à parler d'eux, en partant de là où ils sont, de faire des liens avec leur propre vécu, afin de déconstruire des « prisons intérieures », « mentales », des

⁽¹⁾ Support complété par un mode d'emploi, de nombreux témoignages et chansons qui éclairent le propos et proposent des clés d'analyse, ainsi qu'un programme de formation.



Extrait de *La grande traversée*, film poétique et musical réalisé par Laisse Ton Empreinte, 2016.

représentations qui conduisent à des logiques d'exclusion, d'enfermement voire à la haine de l'autre.

« Les jeunes nous ont beaucoup surpris car ils sont sur des questions existentielles fortes, et en particulier sur le sentiment de ne pas avoir prise sur leur avenir », affirme un éducateur qui a utilisé cette fiction en classe relais.

La fiction pour accompagner les parents et les professionnels

Pour travailler avec les parents, les professionnels pourront s'appuyer sur une autre fiction « *La grande traversée* »⁽²⁾, une présentation poétique, musicale et émouvante, d'un parcours d'exil sur quatre générations. Objectif : voyager au cœur des transmissions, s'interroger sur les non-dits, faire réfléchir les parents en fonction de leur histoire aux différentes loyautés, fidélités, qui peuvent enfermer nos enfants et les empêcher de trouver leur place dans la société.

« *La France ennemie numéro 1, c'est ce qu'on m'a appris* », déplore une mère participant au groupe de paroles pour parents. « *Aujourd'hui, on a tourné la page, mais on ne l'a pas déchirée. Je trouve ma place, je vis convenablement, mais je m'interroge sur ce que j'ai transmis à mes enfants [...] élevés dans le nationalisme algérien. Aux fêtes nationales, on met le drapeau algérien aux fenêtres. Quand ils ont grandi, j'ai tenu un second discours car j'ai peur qu'ils ne trouvent pas leur place dans cette France* », constate-t-elle.

Des espaces de parole individuels pour se dire

Une nouvelle approche de la relation individuelle d'accompagnement social entre le professionnel et l'utilisateur : il s'agit d'un dispositif qui, en trois rencontres, permet de se recentrer, en équipe, sur la problématique centrale de la personne :

1. Le jeune se raconte, dit des choses importantes de son parcours, son histoire.
2. Quelques jours plus tard, on lui resitue ce qu'il nous a dit, mais en le structurant, en y apportant un regard extérieur.

Le jeune valide cet écrit et donne son accord pour qu'il soit mis dans son livret.

3. Son livret lui est remis en présence d'un adulte référent de la structure avec qui il souhaite le partager. Selon son désir, ce livret voyage au sein de sa famille et de son entourage.

Cette expérience, courte dans le temps, produit des effets étonnants en termes de prise de conscience, de changement de regard réciproque, de dynamique d'accompagnement. Cela permet d'identifier des leviers d'actions importants qui jusque-là restaient inaperçus.

« *Quand j'ai entendu parler du projet de carnet, que j'en ai lu quelques-uns qui parlaient de leur passé, j'ai tiqué, raconte une formatrice à l'Ecole de la 2^{ème} chance. Cela ne correspondait pas à ce qu'on cherchait ici : avancer, se projeter dans l'avenir, plutôt que de rester sur ce que l'on a vécu avant. Nous, on dit aux jeunes qui ont des parcours de vie lourds, avec pour certains un passage en prison : "Ce que vous avez fait, on l'oublie", pour se projeter dans l'avenir. Avec le carnet, je trouvais qu'on remettait le doigt sur ce qui n'allait pas. Et la petite note positive qui pouvait en ressortir était tellement ridicule par rapport à ce passé difficile...*

Mais ça, c'était avant de le vivre ! Cela m'a vraiment touché, humainement. J'ai complètement changé d'avis. J'ai compris : on s'intéresse au passé pour mieux avancer. C'est ce qui fait sauter les verrous et qui nous permet d'avancer plus vite. Cela aide les jeunes à se poser les bonnes questions : "Je suis comme ça parce que j'ai vécu ça", "maintenant je comprends mieux comment je fonctionne, je peux mieux avancer". Et puis on savait que ces jeunes étaient abimés, mais pas à ce point-là. On arrive malgré tout à les amener plus loin, à ce qu'ils se réinsèrent. C'est qu'on fait du bon boulot ! On sert à quelque chose. Le carnet permet aussi de prendre la valeur de notre travail.

« *En fait, votre entretien c'est magique ! s'enthousiasme Youssef, 18 ans, qui a bénéficié de cette méthodologie. Tous nos souvenirs reviennent comme dans un film, on revit les émotions mais sans être dans la situation d'avant. [...] Au début, on pense qu'on va parler de nos problèmes et qu'il n'y aura rien d'autre mais en fait, ça enlève des complexes. Après on est plus léger dans notre tête. Ça aère, ça fait plaisir !* », s'exclame-t-il. ■

⁽²⁾ Support complété par une fiche pédagogique et un programme de formation.

■ QUESTIONNER LES PRATIQUES

Le besoin de se qualifier et de s'outiller pour prévenir la radicalisation

Convaincus qu'une partie importante de la réponse aux enjeux posés par les phénomènes de radicalisation est de nature éducative, et que c'est par le dialogue, l'échange, la confrontation d'idées que l'on fait la société, les professionnels éducatifs et sociaux sont appelés à prendre une place centrale dans ce travail sur les quartiers. Ils sont nombreux à témoigner de leur besoin d'être davantage qualifiés, outillés, accompagnés pour travailler ces questions dans leur intervention quotidienne.

Des prises de position personnelles qui impactent les pratiques professionnelles

Le manque de qualification sur ces problématiques amène les intervenants sociaux à se retrouver face à eux-mêmes et à se positionner selon leur propre idéologie, affectivité, histoire... Cette absence de repères peut entraîner une confusion, des prises de position idéologiques, des incertitudes ou des craintes pour aborder certaines thématiques, par manque de qualification ou de prise de recul. Elle impacte directement les pratiques et postures professionnelles. Les acteurs ont alors besoin d'avoir, sur ces questions, des espaces de débats et de travail.

Il nous faut alors décloisonner les institutions, inviter les professionnels à se former collectivement, pour agir ensemble et se sentir moins démunis dans l'action quotidienne auprès des publics. L'enjeu est de pouvoir s'appuyer rapidement sur le réseau local pour trouver des réponses ou alerter sur des situations, construire du savoir et de la compétence collective.



Débat lors d'une conférence-habitants du projet "Ensemble, on fait quoi?", septembre 2015.

La notion de pouvoir d'agir à (ré)instaurer

Par ailleurs, les partenaires, ayant déjà engagé des débats et des rencontres avec la population des quartiers suite aux attentats de 2015, font le constat d'une demande de la part des habitants de pouvoir partager et échanger à ce niveau. Ces lieux de débats et de rencontres dans les quartiers sont à réinvestir et à soutenir. Il faut pouvoir aller à la rencontre des populations et ne pas laisser encore une fois sans réponse ces enjeux essentiels de notre société. Un dialogue plus important doit se faire entre les populations elles-mêmes, mais aussi entre les populations et les professionnels. Ceci participe bien au développement du pouvoir d'agir des populations, axe de travail réaffirmé

ces dernières années au sein de nos différents réseaux et au travers de la commande publique.

L'APSN, et le réseau des associations de prévention spécialisée du Nord, ont ainsi réuni leurs partenaires pour travailler collectivement à l'élaboration de réponses.

Un accompagnement des professionnels pour répondre aux besoins de formation :

- des apports théoriques sous forme de conférences ouvertes au plus grand nombre d'acteurs des différentes institutions partenaires, qui ont déjà réuni depuis septembre 2015 plus de 600 professionnels ;

- des journées de formations interinstitutionnelles, à l'échelle des quartiers, sur les questions de

citoyenneté, expression du fait religieux, phénomènes de radicalisation, laïcité, reposant sur l'échange d'expériences, de pratiques et en ouvrant sur des pistes de travail collectives ;

- des supports pédagogiques (élaborés par Laisse Ton Empreinte) pour s'outiller sur le malaise identitaire des jeunes, aller à leur rencontre sur cette question, et travailler avec les parents.

Des réponses pour les habitants basées sur l'échange

Un cycle de conférences sur ces mêmes thèmes, afin qu'ils soient partie prenante aux échanges et aux débats qui s'imposent à notre société, et que, à leur tour, ils puissent être relais d'échanges et de débats dans les quartiers. ■



Intervenant sur le département du Nord, l'APSN s'est donnée en 1986 un projet de fédération visant à promouvoir et développer l'action de prévention spécialisée. C'est également un centre de ressources, reconnu organisme de formation, ayant pour missions : la professionnalisation par la formation des salariés et des bénévoles associatifs, la réalisation et capitalisation de travaux d'études et de recherche, l'analyse de l'activité par l'accompagnement et la production de supports et d'outils dédiés. www.apsn-prev.org

■ DONNER DES REPÈRES

Quand un collectif de professionnels inter-institutionnels bâtit un cycle de formations pour d'autres professionnels

Dans la prise en charge de la prévention de la radicalisation, proposer des formations rassemblant les acteurs et les institutions d'un même territoire doit permettre aux professionnels de se sentir moins démunis et favoriser la construction de réponses collectives.

L'APSN a alors initié la constitution d'un collectif de formateurs interinstitutionnel dans la conception et l'animation d'un cycle de formation à destination de professionnels de terrain, sur la thématique « Interventions sociales,

faits religieux et phénomènes de radicalisation : donner des repères, questionner les pratiques, proposer des ressources ».

Réunir les forces vives

Divers professionnels de l'action sociale et des politiques publiques se sont rapidement portés volontaires pour construire ce projet ambitieux : une conseillère technique

et un chargé d'études et de recherche de l'APSN, des superviseurs et responsables du Conseil Départemental du Nord, des cadres pédagogiques de l'IRTS, une responsable développement de Laisse Ton Empreinte, la directrice de l'Institut Régional de la Ville.

Construire un cycle de formation avec l'aide de spécialistes

Ce collectif de professionnels, futurs formateurs, a reçu trois journées d'aide méthodologique avec des experts pour préfigurer les contenus et les trames des journées de formation. Elles capitalisent les apports issus du cycle de qualification porté par l'APSN et proposent, dans le cadre du projet « Ensemble on fait quoi ? » depuis septembre 2015 diverses interventions. Par exemple, elles traitent de la laïcité avec Joël Roman, de la question des faits religieux dans l'intervention sociale avec Faiza Guelamine, de la République et de ses diversités avec Patrick Weil, des formes de radicalisation avec Farhad Khosrokhavar et le cabinet Bouzar Expertises, et enfin de la place des nouvelles technologies dans les phénomènes de radicalisation avec Amandine Kervella.

Expérimenter auprès des acteurs de proximité

Ces formations ont été, dans un premier temps en mars et avril 2016, expérimentées à l'échelle des quartiers lillois, en s'appuyant sur les collectifs de professionnels réunis au sein des huit Groupes SocioEducatif (GSE) Lillois, soit six groupes d'environ quinze professionnels.

Les GSE illustrent une action de partenariat et des pratiques en réseau au service de l'accompagnement des jeunes et des familles. Créés il y a plus de quinze ans par la prévention spécialisée sur la ville de Lille, ils ont ensuite été généralisés sur l'ensemble du département. Ils regroupent des travailleurs sociaux, médico-sociaux et éducatifs d'un même territoire : le Service Social Départemental, les services d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO), la Protection Judiciaire de la Jeunesse, les équipes de prévention spécialisée, les Centres Sociaux, la Mission Locale, etc.



Conférence débat à l'IRTS Nord-Pas-de-Calais, par le collectif "Ensemble, on fait quoi?", décembre 2015.

Mélanger contenus théoriques et expériences pratiques

L'objectif de ces journées de formation est de :

- Interroger les pratiques des intervenants sociaux sur la compréhension des faits religieux dans leur cadre professionnel ;
- Interroger les représentations et clarifier certaines notions-clés tels que faits religieux, laïcité, identités et constructions identitaires, radicalisation ;
- Apprendre à distinguer pratiques religieuses, radicalisation des pratiques, radicalisation djihadiste ;
- Comprendre les processus de radicalisation et d'emprise mentale ;
- Apprendre à mobiliser et utiliser des ressources pédagogiques pour aborder ces notions dans un cadre éducatif.

Pour cela, le contenu des formations aborde, sous la forme non seulement d'apports théoriques mais aussi d'études de cas et d'échanges et analyses des pratiques, l'approche notionnelle et de définitions (faits religieux, laïcité, espace public/espace privé/espace virtuel, identités et constructions identitaires), les formes de radicalisation (définitions, processus,

signes, symptômes, indicateurs de basculement), le rôle des nouvelles technologies et les formes de prévention.

Transférer l'expérience à d'autres territoires

Ces formations interinstitutionnelles sont pensées dans une logique d'appropriation pour être développées à différentes échelles, être transférées et permettre la capitalisation des bonnes pratiques sur les phénomènes de radicalisation, outiller les professionnels sur ces thématiques et favoriser l'émergence d'actions de prévention de la radicalisation auprès des jeunes. ■

LES PARTENAIRES DU PROJET « ENSEMBLE ON FAIT QUOI ? »

Les associations de prévention spécialisée du département du Nord (Itinéraires, FCP, Azimut, Avenir et Loisirs, CAPEP, Horizon9, AJA...),
les centres sociaux Lazare Garreau et du Faubourg de Béthune de Lille,
Association Acti-jeunes,
Arlequin,
Perspectives,
l'EPDSAE,
Maison des Ados de Lille,
IREV Nord-Pas de Calais,
Ligue des droits de l'homme et le collectif "Pour un avenir solidaire",
Fédération des Centres Sociaux du Nord,
IRT5 Nord-Pas de Calais,
Sciences Po Lille,
Mission Locale de Lille, villes de Lille et Roubaix,
Département du Nord,
Région NPDC, DRJSCS, Préfecture du Nord,
CAF du Nord,
Ministère de la Famille,
Fondation SNCF.